

Les médias ont-ils fait monter le Front national ?

Laurent Ruquier a dit regretter avoir donné la parole à Eric Zemmour, voire fait le jeu du FN. La question ne se pose plus en ces termes.

Zemmour n'est pas la cause, il est la conséquence. » Jean-François Kahn fait partie de ceux qui, notamment dans son livre *Marine Le Pen vous dit merci !* (Plon), ont eu raison avant tout le monde sur l'in-vraisemblable erreur de jugement des médias et des politiques français (essentiellement de gauche) qui ont préféré faire peser une chape de plomb sur les sujets qui fâchent (immigration, islam, Europe) et permettre

ainsi au seul Front national de Marine Le Pen d'y apporter ses réponses, simplistes, mais des réponses quand même.

Et voilà que le parti d'extrême droite est donné à 30 % d'intentions de vote avant les élections départementales, dimanche. « *Marine Le Pen vous dit merci !* » Ruquier est bien gentil de penser qu'il a « contribué à bana-

liser » les idées d'Eric Zemmour (comprenez du FN, alors qu'aucun lien n'existe entre eux), mais son émission pour bobos parisiens a peu à voir avec le public de Marine Le Pen. L'hebdomadaire *Le 1* détaillait dans son édition parue lundi la typologie de l'électorat FN : « *Les Français les plus fragiles socialement : ceux qui sont les moins diplômés, au chômage, dont les revenus sont les plus faibles et celles qui s'occupent seules de leurs enfants.* »

La France bleue marine recouvre strictement

France des démunis. » Ceux que la gauche française a donc abandonnés à leur sort.

Notre chroniqueur Jean-François Kahn rappelle cette évidence : ce sont les dénégations de cette gauche devenue bobo et antiraciste plutôt qu'investie d'une défense des classes défavorisées qui ont fait le lit du Front national. « *Comme je l'ai dit (Le Soir de lundi), je considère qu'Aymeric Caron a apporté plus d'eau au moulin du Front national que n'a pu le faire dans cette émission Eric Zemmour - qui, en plus, était alors plutôt sur une ligne Chevènement de droite que FN. Ce n'est pas Zemmour qui a créé cet état d'esprit qui va profiter au FN, c'est cet état d'esprit qui va profiter au FN qui a fait le succès du livre de Zemmour...* »

L'essayiste François de Closets (l'homme par qui l'aveu de Ruquier est arrivé), auteur d'un récent ouvrage sur le sujet, *La France à quitta ou double* (Fayard), ne croit absolument pas que si les Français écoutent les

idées du Front national, c'est parce qu'elles seraient partout colportées de façon complaisante. « *Si le FN est monté en puissance au cours des années 2010, c'est parce que Jean-Marie Le Pen s'est effacé et que sa fille a changé la stratégie du parti. Diaboliser Le Pen en pensant que si l'on discute des sujets qu'elle met sur la table, on la banalise et le Front national progresse, c'est la stratégie qui a fait passer ce parti de 0 à 30 %.* » ■

W. B. et J.-F. Lws

Jean-François Kahn « Il faut une alternative »

Jean-François Kahn

Jean-François Kahn a été journaliste au « Monde », à « L'Express », à Europe 1, à Antenne 2 avant de créer et diriger les hebdomadaires « L'événement du jeudi » puis « Marianne ». Il publie chaque mardi une chronique dans « Le Soir ». Il a publié une vingtaine d'ouvrages sur la politique française et notamment, en 2014, un pamphlet au titre plus que jamais d'actualité, « *Marine Le Pen vous dit merci !* » (Plon).

Jean-François Kahn dénonce depuis longtemps la dangereuse collusion politico-médiatique qui a mené à la montée du FN.

Ruquier se sent responsable de la montée du FN via la parole donnée à Zemmour...

Je ne suis personnellement pas d'accord avec lui. Mais je le salue car il est sincère et il a le courage de faire son autocritique et de le dire. Je ne suis pas d'accord avec son analyse, mais je trouve cela courageux car ce qui fait le jeu du Front national, c'est de ne jamais reconnaître ses erreurs : Bernard-Henri Lévy n'a jamais reconnu que l'opération de Libye était un échec - Marine Le Pen était contre. Même chose pour ceux qui voulaient armer les rebelles en Syrie - Marine Le Pen était contre aussi. Ceux qui, depuis 30 ans, ont

confisqué le monopole de la lutte contre le FN doivent reconnaître que c'est un échec et doivent en tirer les conclusions. Eh bien, ils ne le font pas.

Comment contrer le FN alors ? Si ce n'est en le muselant, est-ce en démontant ses arguments un à un ?

Il y a dans le vote Front national un aspect tout à fait irrationnel. Quand je dis irrationnel, je veux dire que c'est une colère, une rage, « Y en a marre », « On nous écoute pas », « On nous entend pas ». La plupart de ceux qui votent FN savent très bien que les arguments du FN ne tiennent pas debout. Dans leur majorité, ils ne souhaitent pas quitter l'euro ou rompre avec l'Otan. Mais ils s'en foutent, ils cherchent à émettre le vote qui équivaldra le plus à un crachat dans la gueule des politiques qui représentent le système. C'est là que Manuel Valls a été fou : en disant « J'ai peur, il y a un danger terrible pour nous tous », il dit « Il y a eux et nous », il y a les partisans du système UMP-PS-etc. et les autres. C'est ridicule puisque ceux qui votent FN sont contre le système. On leur dit : vous avez le choix entre le système et le Front national ! Si ce n'est pas les inciter à voter Front national... Depuis 20-30 ans, on sait qu'il y a une aspiration forte des Français à sortir du manichéisme UMP-PS. On a oublié Chevènement, Bayrou, l'extrême gauche, les écologistes quand ils sont retombés après de bons scores. Les gens ont tout essayé pour en sortir. Chaque fois qu'un « dissident » se présente, il l'emporte. Il faut une vraie alternative - un modèle de société enthousiasmant, dynamique - dans la proposition qui est faite aux gens. Or, à chaque fois qu'il y a une

alternative, politiques et médias se sont unis pour l'asphyxier. Ils y sont arrivés. Il n'en reste qu'une...

Finalement, faut-il encore contrer le FN ou plutôt le mouiller à l'exercice du pouvoir ?

Je ne sais pas. Là, Valls a raison : le FN au pouvoir, cela donne une image désastreuse de la France, les conséquences seront terribles. Ou ils font ce qu'ils disent qu'ils feront et ce sera catastrophique ; ou ils ne prennent pas ces mesures, comme en Grèce, et ce sera catastrophique pour eux et les gens seront encore plus dégoûtés. En revanche, je plaide depuis longtemps pour une dose de proportionnelle dans le système électoral (NDLR : actuellement majoritaire). Qu'un parti qui fait 20 % des voix n'ait pas de députés, c'est inconcevable. Ils auraient 50-60 députés, on les verrait, on verrait qu'ils ne s'entendent pas, qu'ils ne font pas ce qu'ils promettent. On leur a fait le cadeau de les rendre irresponsables sans que cela se voie.

Certains plaident aujourd'hui pour un vote obligatoire. En 2002, certains avaient vu là la cause de l'élimination de Jospin par Le Pen.

Je ne suis pas contre le vote obligatoire. J'ai jadis proposé qu'en cas de petit délit, le fait de s'abstenir plus de deux fois alors que vous avez une carte d'électeur, aggrave la peine. Malheureusement, je crois que les gens qui ne votent pas aujourd'hui voteraient FN. Ceux qui ne votent pas le font par dégoût. L'argument de l'abstention était valable en 2002, mais là, ceux qui votaient hier communiste ou socialiste et préféraient ne pas voter aujourd'hui, voteraient finalement Le Pen. ■

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS LAUWENS

l'analyse « Ne pas faire de Le Pen une vedette, ne rien laisser passer »

Nonna Mayer, chercheuse au Centre d'études européennes de Science-Po Paris, étudie depuis longtemps la sociologie électorale, et plus singulièrement le vote d'extrême-droite (*Ces Français qui votent FN*, Flammarion, 2002). Alors, question : comment une démocratie doit-elle réagir face à la montée en puissance d'un parti populiste ou d'extrême-droite ?

« Il n'y a pas de stratégie idéale : cela dépend du pays, de la force du parti et de la force des autres partis », répond-elle. Il est évident qu'en France, un parti comme le Front national, qui avait plus de 6 millions d'électeurs à l'élection présidentielle de 2012, on ne peut pas mettre un couvercle dessus. Et à partir du moment où il a non seule-

ment des voix mais aussi des élus, on ne peut plus l'interdire non plus... C'est trop tard ! En revanche, on peut poursuivre, en utilisant tout l'arsenal législatif, à chaque fois qu'il dérape, notamment sur ses thèmes de prédilection qui frôlent le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie. C'est du reste

ce qui a été fait en Belgique, et qui a amené le Vlaams Blok à devoir changer de nom et à devenir le Vlaams Belang. »

Et concernant les médias ? Fallait-il considérer le FN, il y a 30 ans déjà, comme une formation politique comme les autres, et la traiter comme telle dans la presse et sur les plateaux télé ? « En 1983-1984, Jean-Marie Le Pen a écrit à François Mitterrand pour se plaindre de ce que les chaînes publiques ne l'accueillaient pas, et François Mitterrand a demandé aux chaînes publiques de l'accueillir », explique

Nonna Mayer. C'est là qu'il est devenu la vedette de son émission fétiche, "L'heure de vérité", où il a fait un tabac. Et ça a contribué à son succès. Mais c'est vrai qu'à partir du moment où on n'interdit pas un parti, où on ne dissout pas une ligue ou un mouvement, il faut, en tout cas en période électorale, lui donner la chance de s'exprimer. Mais il faut savoir le faire d'une certaine manière, en expliquant systématiquement qui sont les candidats du FN, en ne laissant pas passer leurs dérapages, en opposant les faits, les chiffres... Ceci, compte tenu du passé de ce parti

d'une part, et des thèmes de prédilection qu'il défend d'autre part. Mais la pire stratégie est la morale, parce qu'à ce moment-là, vous en faites une victime. »

La classe médiatique française a-t-elle toujours été à la hauteur ou, pour le coup, a-t-elle parfois versé

dans la complaisance, à la recherche d'audience - Jean-Marie Le Pen, et dans une moindre mesure sa fille Marine, étant de « bons clients » en débat ? « Il y avait une ambivalence à propos du père, mais Marine Le Pen est acceptée plus facilement », constate Nonna Mayer. Mais encore une fois, tout dépend de la manière dont on l'interroge et sur quoi on l'interroge... Il n'y a aucune raison d'en faire la vedette des émissions. Mais la chose que je critiquerais peut-être le plus dans les médias, c'est les sondages. Il y a eu une avalanche de sondages faisant comme si Marine Le Pen était déjà aux portes de l'Élysée à partir de 2011, quand elle reprend la présidence de parti... Et ça, je pense que c'est une erreur. Les sondages et la grande presse ne créent pas le phénomène, mais ils l'amplifient considérablement. » ■

WILLIAM BOURTON

Laurent Joffrin « On ne les interviewe pas ! »

Laurent Joffrin

Il intègre la rédaction de « Libération » en 1981, où il travaille au service économique, au service Société avant de devenir éditorialiste et responsable de la page Rebonds. En 1988, Claude Perdriel fait appel à lui pour prendre la tête de la rédaction du « Nouvel Observateur ». Il fera plusieurs allers-retours entre les deux rédactions : « Libé » en 96, « Nouvel Obs » en 99, « Libé » en 2006, « Nouvel Obs » en 2013, « Libé » en 2014, où il est toujours directeur de la rédaction.

ENTRETIEN

Le directeur de la rédaction de *Libération* relativise le rôle des médias dans la montée du FN.

Comment avez-vous traité le FN au « Nouvel Obs » et à « Libération », où vous avez exercé (exercez toujours) des responsabilités ?
Le FN est un parti légal. Il touche un nombre

d'électeurs important. C'est donc un phénomène politique que, journalistiquement, on ne peut pas ignorer. En revanche, ce n'est pas un parti comme les autres : un certain nombre de dispositions dans son programme et d'écarts de langage l'éloignent de l'arc républicain. Donc, dans L'Obs et dans Libé, la seule limite c'est qu'on ne les interviewe pas. On en parle, on les cite dans les papiers, on va les voir, on a des rapports - forcément exécrationnels -, mais on ne fait pas d'entretiens formels, questions/réponses.

Pourquoi ? Ce serait l'occasion de les contredire, d'éventuellement les placer face à leurs incohérences, etc.

Non parce que, dans ce cas-là, ce ne serait pas une interview : ce serait un débat contradictoire et ce n'est pas tellement le rôle des journalistes. Le propre de l'interview, c'est qu'on pose des questions, aussi incisives que possible, mais celui qui répond a plus de place et a le dernier mot, en général. Donc, on préfère ne pas le faire. En revanche, comme je vous l'ai dit, on fait des papiers de toutes sortes dans lesquels on essaie de montrer aux lecteurs ce qu'est vraiment le Front national.

Diabolisation ?

Est-ce que ce sont les journalistes qui ont diabolisé le Front national ou est-ce que le Front national s'est diabolisé tout seul ? Quand Le

Pen fait des blagues sur les camps de concentration, il n'a besoin de personne pour se diaboliser. Quand le FN de Marine Le Pen prévoit dans son programme d'arriver à une « immigration zéro », qu'est-ce que ça veut dire concrètement ? Qu'on serait obligé de prendre des mesures extrêmement fermes et répressives, de fermer les frontières complètement et de déployer des policiers partout qui pourchasseraient les clandestins... Dire ça, ce n'est pas diaboliser le Front national, c'est lire son programme et décrire ce que seraient les conséquences de cette politique.

Vos confrères ont manqué de vigilance, se sont montrés complaisants vis-à-vis du FN ?

Il y a toutes sortes de cas et d'exemples. La télévision est coincée : elle ne peut pas éliminer un parti qui a des représentants légaux dans les élections et qui respecte les lois. Chacun y a la parole, en gros, en proportion de son influence électorale. Maintenant, il y a sans doute eu des directeurs de chaînes ou des producteurs d'émissions qui se sont dits en petto : « On va faire venir Le Pen et ça fera de l'audience. » Mais ce n'est pas l'essentiel.

Les résultats actuels de Marine Le Pen ne sont pas le fruit de la banalisation de ses thèses dans les médias ?

Le comportement des médias, c'est une des

causes parmi cinq ou six autres, au moins. Les causes principales ne sont pas là et ne dérivent pas de la manière dont on en parle. Les causes principales, c'est : les difficultés liées à l'immigration, les difficultés sociales, économiques, et puis le sentiment que les politiques publiques sont impuissantes. C'est ça qui fait voter FN. Les médias, c'est un phénomène qui

a son importance mais qui est second.

Et le rôle de gens comme Eric Zemmour là-dedans ?

Il porte, avec d'autres, une responsabilité parce que ça légitime le raisonnement du Front national, ça lui donne une audience supplémentaire, notamment dans les milieux de classe moyenne, plus éduqués.

Que pensez-vous de l'idée de rendre le vote obligatoire en France ?

Ce n'est pas une mauvaise idée, mais en France ça passerait très mal. Les Français sont plus individualistes ou plus frondeurs de tempérament que les Belges. ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON

Belgique Le Nord davantage sous pression

En Belgique, le cordon sanitaire est, à la base, un concept imaginé en 1989 par Jos Geysels (Agalev puis Groen), alors que le Vlaams Blok (devenu Vlaams Belang) était en passe d'intégrer des majorités locales. Il a pris des formes différentes au nord et au sud du pays. En Flandre, il se limite à un accord entre partis pour ne pas ouvrir leur coalition au Vlaams Belang : depuis qu'il a vu le jour en 1978, le Vlaams Blok n'a jamais exercé de responsabilités, à quelque échelon que ce soit. En Communauté française, cette mesure s'étend au paysage médiatique. La situation diffère aussi entre les deux Communautés en raison du poids électoral du Vlaams Belang, qui n'a pas d'équivalent en Belgique francophone. Depuis 1991, ce parti est ainsi doté d'un groupe parlementaire, ce qui lui assure automatiquement une

représentation dans les conseils d'administration des organismes publics et notamment à la VRT ; laquelle a par ailleurs reçu plusieurs avertissements du Régulateur flamand des médias pour non-respect de son obligation d'impartialité et de non-discrimi-

nation pour ne pas avoir reçu des représentants du Vlaams Belang lors de débats. Pour autant, précise le politologue Dave Sinardet (VUB), « en Flandre, l'extrême droite n'a jamais été non plus totalement mise sur le même pied que les autres partis, en tout cas hors des périodes électorales. Ses représentants ne sont par exemple pas invités dans les émissions d'information (info-divertissement), les talk-shows ».

Selon lui, la ligne stricte gardée par les médias francophones s'explique par le contexte, qui est différent : « Les francophones n'ont pas eu de leaders charismatiques au sein de l'extrême droite. »

Pour son confrère Pascal Delwit (ULB), deux éléments rendent complexe l'organisation d'un parti d'extrême droite solide idéologiquement et donc électoralement : « la valorisation des sens nationalistes et le rejet de l'autre ». Or le rejet de l'autre, qui existe potentiellement en Belgique francophone, ne s'ancre pas dans ce terreau nationaliste, selon lui « indispensable à l'émergence d'un sentiment national puissant ».

Ne pas leur accorder d'espace a-

t-il, ici, contribué à étouffer la progression de partis d'extrême droite ou leur confidentialité doit-elle à la faiblesse de leurs représentants ? « C'est difficile d'être spéculatif, explique Pascal Delwit, mais une émission de grande écoute, comme "L'heure de vérité", avec Jean-Marie Le Pen, a en tout

cas contribué à sa légitimation et à celle de son parti (NDLR : c'était le 13 février 1984 et un mois plus tard, le Front national faisait sa première percée avec 10,95 % des voix). L'absence de son homologue belge francophone des médias l'a déforcé. Ces émissions peuvent toucher des électeurs ethnocentriques potentiellement intéressés, mais qui n'ont aucun contact avec ce parti. Il est aussi clair que le Front national "belge", même dans ses heures de gloire, n'a jamais réussi à capitaliser ses résultats électoraux. »

Le développement d'internet permettra-t-il de contourner, en partie au moins, le cordon sanitaire médiatique ? Pas pour Dave Sinardet, selon lui, « sans le concours des médias classiques, il reste toujours difficile de bâtir une campagne ». ■

FABRICE VOOGT